

Europe, le 13 Novembre 2008

Monsieur Jacques Huntzinger
Ambassadeur en mission
Pour le Ministère français des Affaires Étrangères

Monsieur l'Ambassadeur,

Nous sommes sincèrement admiratifs de la conviction et de l'énergie de votre engagement personnel pour les enjeux que représente la culture dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée, et d'autant plus tristes de devoir souligner la défaillance ou la mauvaise foi des instances que vous êtes parvenu à interpeller en France et en Europe.

Le déroulement des États généraux culturels méditerranéens, qui viennent de s'achever dans le prolongement de la conférence de Marseille sur l'Union pour la Méditerranée et auxquels nous avons participé activement, nous impose de vous adresser cette lettre ouverte.

En effet, ces ateliers, à l'initiative desquels vous vous trouvez, nous ont confirmés dans le sentiment général de malaise que nous pouvions avoir avant même que ceux-ci ne commencent, du fait :

- de graves dysfonctionnements logistiques et d'information qui ont littéralement sidéré nos hôtes, témoignant ainsi du manque d'hospitalité auquel ils ont dû faire face ;
- du spectacle inquiétant offert par la séance d'ouverture, en présence du ministre des Affaires étrangères, dans un cadre éminemment international, d'une représentation politique exclusivement française, blanche, masculine...
- de l'absence de traduction en langue arabe des débats dans chacun des huit ateliers, et pour chacune des présentations écrites.

Sur la question culturelle, au cœur des enjeux de ces Etats généraux, en termes de politique et de perspectives à mettre en œuvre, l'atelier 4 ("Artistes, création artistique, mobilité artistique et culturelle"), fort bien organisé sur le plan des compétences rassemblées, nous a permis de constater l'absence de la question culturelle dans les accords sur l'Union pour la Méditerranée, ainsi que dans l'instance qui se met en place à Barcelone pour en assurer le développement.

De leur côté, les fonctionnaires européens - dont nous saluons la participation active à ces journées - nous ont dit que la culture était devenue un "objectif stratégique" de l'Union européenne. Si "stratégique" en langage européen signifie : "cela se fera vraiment", les outils qui se mettront en place n'auront de chance d'être opérationnels que dans trois ans (et il faudra alors chercher l'argent pour les financer).

Et pour compléter ce tableau peu encourageant, lors de la séance de clôture, le représentant de la Banque mondiale a fait clairement comprendre qu'il n'avait rien à

dire sur la culture, très peu à lui consacrer en termes financiers et encore moins en termes de pensée.

Ces éléments sont d'autant plus inquiétants que la France, puissance invitante qui s'érige en initiateur et leader dans l'Union pour la Méditerranée, sacrifie elle-même tous les moyens dédiés à la culture sur son propre territoire et au delà, alors qu'elle devrait tout au contraire entraîner ses homologues des autres états par l'exemple d'une politique claire et lisible. Ainsi, lors des Etats généraux, vous, ainsi que les spécialistes qui sont intervenus, nous avez permis de comprendre :

- que le gouvernement français ne consacrerait plus d'argent à la culture, qu'il fallait nous y préparer, qu'il en était de même des autres gouvernants européens ;
- qu'il fallait donc, en la matière, se tourner vers les collectivités territoriales et les financements privés. Même si le positionnement de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et de la Ville de Marseille est en soi constructif, leur engagement ne saurait tenir lieu de réponse unique à cette "transformation des politiques culturelles". En clair, il s'agit plutôt d'un démantèlement des politiques culturelles de l'État, et d'un report total sur les collectivités territoriales et locales : pourquoi ne pas l'énoncer clairement, d'autant que dans le même temps, le ministère français de la culture et la communication supprime tous les crédits consacrés aux actions internationales dans toutes les DRAC de France ?

Afin que les artistes et les acteurs culturels indépendants euroméditerranéens ne deviennent pas les faire-valoir des politiques mises en place, notamment en matière de restriction de la circulation des êtres humains, il est nécessaire de dénoncer avant qu'il ne soit trop tard, la langue de bois, l'hypocrisie de nos dirigeants et le mépris dont ils font actuellement preuve vis-à-vis des sociétés civiles concernées dans cette partie du monde.

Nous ne pouvons nous contenter des déclarations des responsables au pouvoir. Pour redonner confiance et rendre l'espoir à ceux qui agissent de part et d'autre de la Méditerranée dans une précarité grandissante, il va falloir, de manière extrêmement urgente, comme l'ont répété les personnalités qualifiées participant à ces États généraux, non seulement des décisions sincères, mais surtout des mesures concrètes et visibles.

Nous souhaitons attirer solennellement votre attention sur le bilan que nous tirons de notre participation à ces rencontres et sur les effets dévastateurs de cette posture « a-culturelle » si celle-ci devait perdurer dans la mise en route des programmes d'action de l'Union pour la Méditerranée.

Nous attendons la publication des actes de ces États généraux et de ses conclusions, traduits, nous n'en doutons pas, dans toutes les langues nécessaires à la bonne compréhension, notamment en langue arabe, afin de manifester la richesse des échanges et des propositions auxquels ils ont par ailleurs donné lieu et qui pourraient peut-être, nous l'espérons toujours, stimuler un nouvel intérêt des institutions.

Nous sommes à votre disposition pour vous rencontrer et rechercher avec vous ce qui nous permettrait à vous comme à nous, d'annoncer prochainement de meilleures nouvelles à nos partenaires des autres rives.

Dans cette attente, nous vous prions, Monsieur l'Ambassadeur, de recevoir nos salutations les plus respectueuses.

PS : Pour les raisons évoquées plus haut, cette lettre sera traduite en anglais et en arabe et diffusée dans tous les réseaux avec lesquels nous sommes en contact.

Cette lettre est envoyée en copie à :

- Monsieur Sarkozy, Président de la République Française,*
- Monsieur Kouchner, Ministre des Affaires étrangères de la République Française,*
- Madame Albanel, Ministre de la Culture de la République Française,*
- à l'association des DRAC de France,*
- au SYNDÉAC,*
- au réseau presse spécialisé dans le secteur culturel, ainsi qu'à la presse généraliste,*
- ...*

Signataires :

Pierre Fourny : auteur, metteur en scène – ALIS

Laurence Rondoni : chorégraphe – Compagnie descent-danse

Giovanna Tanzarella : opératrice culturelle - participante atelier 8

Fanny Bouquerel : opératrice culturelle - participante atelier 4

Gerarda Ventura : opératrice culturelle - participante atelier 4

Claudine Dussollier : membre du comité de pilotage du réseau français Anna Lindh - participante atelier 7

Elisabeth Louveau : Directrice de CitéCulture / Cité internationale universitaire de Paris

Antoine Beaufort : directeur de Conteners / Réseau Art Mobile, Paris

Zeyneb Farhat : opératrice culturelle - participante atelier 4

Marc Mercier : opérateur culturel, participant à l'atelier 4